

Mutation

(ce que signifie *accélérer*)

Sans conteste, *l'accélération* est le maître mot de l'année qui vient de s'écouler. On en trouvera ici nombre d'occurrences, les plus variées qui soient, que nous avons relevées dans les domaines économique, technologique et scientifique, employées en substitut ou en renfort à celui d'*innovation*. Par exemple, *l'accélération de l'innovation*. On reconnaît là des mots de la *crise* à laquelle il faut *s'adapter* d'urgence - d'où l'accélération - ou périr.

Assurément aucun État n'a planifié l'épidémie, sous-produit pervers de la société industrielle, et subie depuis un an par leurs populations ; mais tous les États planifient des *scénarios de crise* afin de faire face aux éventualités soudaines, brèves ou durables. Et tous ont appris à saisir l'occasion que leur offrait la crise – l'épidémie – pour accélérer des *tendances* – comprenez des plans, des projets, des entreprises, mûris et engagés de longue date dans leurs *think tanks*, leurs services administratifs, leurs forums, colloques, réunions interministérielles ou inter-gouvernementales, etc.

C'est ainsi qu'à l'occasion d'une crise, une certaine quantité d'accélération entraîne un saut qualitatif et une *mutation*. On connaît la théorie, quant à l'application pratique, nous la subissons depuis un an. Bien des gens se sont demandé pourquoi « la grippe de Hong-Kong » qui avait fait 31 000 morts dans une France de 50,8 millions d'habitants entre 1968 et 1970 était passée presque inaperçue (68 ? Voir mai. 69 ? Année érotique. 70 ? Bal tragique à Colombey) ; alors que le Covid-19 dont le bilan s'établit à 84 000 morts au bout d'un an, dans une France de 67,4 millions d'habitants obsède et sature notre attention, assujettit notre vie quotidienne et transforme nos sociétés de façon brutale et irréversible – précisément dans le sens souhaité par la technocratie dirigeante.

Pourquoi ce bourrage de crâne qui nous gave de Covid, matin, midi et soir, à l'exclusion souvent de toute autre actualité. Pourquoi les *mass media* se concentrent à ce point sur un fléau somme toute mineur – voyez la liste de tous les ravages bien pires, sanitaires ou autres (ainsi la seule pollution de l'air a tué près de 500 000 nouveaux nés en 2019¹). Pourquoi marteler, répandre, grossir, détailler à ce point la panique Covid et chacune de ses péripéties ? Pourquoi en faire l'un des quatre cavaliers de l'apocalypse ? Qu'est-ce que cet « effet spécial » sinon un leurre, un nuage de fumée, une opération de diversion destinée à hypnotiser les foules afin de procéder à l'abri des regards et *en distanciel*, à la transformation réelle des choses.

Pense-t-on qu'en un demi-siècle l'État (Macron, Édouard Philippe, Bruno Le Maire) soit devenu si soucieux de notre santé qu'il n'hésite pas à « suspendre l'économie » – et d'ailleurs tout le pays – quand ses anciens maîtres (de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing) se montraient d'une cruauté implacable envers la chair à machine ? D'où une interrogation immédiate, « l'économie » est-elle vraiment « suspendue » ou, au contraire, en suractivité, afin de forcer le passage au numérique et aux technologies convergentes (Nano-Bio-Info-Neuro, IA, etc.), cependant que nul ne peut s'y opposer.

Cela signifie que passées la sidération initiale et la contrariété de la technocratie étatique devant cette « grippette » venue troubler la routine de ses plans de développement techno-industriel, celle-ci a retourné le problème en solution et dramatisé la gravité de l'épidémie afin de maximiser les avantages qu'elle pouvait en tirer. Merveilleuse aubaine que ce virus qui remet le gouvernement du pays entre les mains d'un *conseil de défense* - un groupe de ministres, de fonctionnaires et d'officiers désignés par Macron, dont les réunions hebdomadaires sont classées

¹ <https://www.geo.fr/environnement/la-pollution-de-lair-a-tue-pres-de-500-000-nouveaux-nes-en-2019-202545>

« secret défense » - et d'un *état d'urgence* en voie de chronicisation depuis les attentats islamistes ; qui vide les rues, les villes, les routes ; qui assigne la population à domicile et sous couvre-feu ; qui interdit et traque toute vie sociale ; qui suspend les libertés de réunion et de circulation ; qui ferme les lieux et barre les routes où ces libertés s'exerçaient ; qui étouffe tout débat hors des « filets sociaux » (rets, réseaux, toile, etc.), laissant ainsi toute liberté au pouvoir, et nulle opposition, pour imposer d'un coup ce qu'il voulait obtenir à la longue.

Cette vitesse est une violence qu'on nous fait sous prétexte d'urgence, afin de procéder d'un bond, d'une rupture, à la mutation forcée de notre société, de nos vies, de nos personnes. Cette mutation peut se résumer en un mot : numérisation, et ce mot en deux points : machination et virtualisation. La technocratie, en effet, ne peut accroître sa puissance sans en révolutionner constamment les moyens et donc l'ensemble des rapports sociaux. Et ainsi tout ce que vivions *en présentiel* est éloigné en visions illusoire par l'autorité qui peut à tout moment interrompre les flux ou en falsifier les images.

Voici un état détaillé de cette année de mutation.

Cela n'a pu vous échapper, les voix synthétiques des experts ont débité toute l'année 2020 la série des accélérations dues à la crise sanitaire. Comme si nos vies ne fondaient pas déjà aux vitesses de l'électron et des ondes radio depuis qu'elles dictent nos unités de temps. Écoutons nos assistants vocaux :

« Ces mois de quarantaine nous ont permis de faire un bond de dix ans. Internet est devenu vital du jour au lendemain. C'est essentiel pour faire des affaires, pour organiser nos vies et pour les vivre² » (Éric Schmitt, ex-patron de Google).

« En quelques semaines, on a réalisé cinq ans d'accélération culturelle » (Julien Fanbon, consultant chez Accenture, à propos du télétravail).

« La crise du Covid-19 force les entreprises à accélérer leur transition numérique » (un analyste financier).

« Je pense que nous ne reviendrons jamais en arrière » (le directeur de Microsoft 365).

« La pandémie a permis d'accélérer l'adoption de bon nombre d'innovations en santé » (Yann Fleureau, cofondateur de Cardiologs – intelligence artificielle et big data appliqués à la cardiologie).

« En un mois, nous avons mis au point ce que, en temps normal, nous aurions mis deux ou trois ans à concevoir » (Xavier Jouvin, chercheur à l'Inserm, à propos d'AlloCovid, système d'intelligence artificielle).

« Le Covid donne un vrai coup d'accélérateur » (Antoine Papiernik, président d'une société de gestion, à propos de la télémédecine).

« C'est parti. Il y aura un avant et un après » (la start up de réunions virtuelles Klaxoon).

² CBS, 10/05/20

« En quelques mois, nous avons accompli vingt ans de progrès dans notre attitude vis-à-vis du travail flexible³ » (Emma Holden, DRH britannique).

« Le Parlement européen permettra un développement accéléré des vaccins contre le Covid-19⁴. »

Etc.

En dépit des invocations à un « monde d'après » vivable et humain, c'est *l'accélération elle-même* qui s'accélère à l'occasion de la pandémie.

Ce qui réjouit d'ailleurs Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, à la politique industrielle et au numérique, ex-PDG du groupe d'ingénierie informatique Atos :

« Les grandes crises sont très souvent, dans l'histoire, des accélérateurs de tendances. Quelles étaient les tendances dans lesquelles nous étions engagés ? Une tendance à être plus vert, c'est-à-dire plus respectueux de notre environnement, y compris en ce qui concerne la santé. Une tendance en ce qui concerne l'importance du numérique. Une tendance à une redéfinition des grands rapports de force. Et bien oui, je crois sincèrement que cette crise, comme toutes les grandes crises de l'histoire, va jouer son rôle d'accélérateur dans ces trois vecteurs et qu'on va donc rebâtir un autre monde⁵. »

Ainsi, les « tendances dans lesquelles nous étions engagées » avant la crise étaient *déjà* destinées à « rebâtir un autre monde ». Mais lequel ?

Avant le Covid

Fin 2019, souvenez-vous, le monde était « en transition ». Travestie en « transition écologique », la révolution cybernétique étendait ses réseaux à tous les aspects de la société pour achever la « machine à gouverner ». Le *transhumanisme* œuvrant lui à la *transition* vers le posthumain.

Les « tendances », c'est-à-dire les directions données à nos vies, étaient tracées dans le plan « Horizon 2020 », le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation. Les 79 milliards d'euros distribués depuis le démarrage de celui-ci en 2014 stimulaient les ingénieurs-chercheurs des secteurs « stratégiques » : micro et nanoélectronique, nanotechnologies, photonique, biotechnologies, matériaux avancés et procédés avancés de fabrication⁶. Une « convergence de la connaissance et des technologies⁷ » que saluaient en connaisseurs les transhumanistes américains W. Bainbridge et M. Roco.

En France, le plan « Technologies-clés 2020 » du ministère de l'Économie déversait la manne européenne sur les industries et laboratoires prioritaires : robotique et cobotique, intelligence artificielle, *big data* et Internet des objets, services sans contact, supercalculateurs, ingénierie génomique, dispositifs bio-embarqués, hôpital numérique, E-éducation, cybersécurité, TGV du futur, alimentation « intelligente », véhicule autonome, réseaux électriques « intelligents », usine du futur, etc. Beaucoup d'argent, de ressources humaines et matérielles au profit de l'incarcération de l'homme-machine dans le monde-machine.

³ Citations tirées du *Monde*, éditions des 24/03/20, 28/04/20, 19/05/20, 7-8/06/20, 25/08/20

⁴ Communiqué de presse du parlement européen, 10/07/20.

⁵ RTL 12/04/20

⁶ Commission européenne, Horizon 2020 en bref

⁷ M. Roco et W. Bainbridge, *The new world of discovery, invention, and innovation: convergence of knowledge, technology, and society* (Springer, 2013)

Rien n'est plus dirigé que nos économies capitalistes et la recherche scientifique. La Corée du Sud a son « comité de la 4^e révolution industrielle », l'Allemagne sa « New High Tech Strategy », le Royaume-Uni son « Industrial Strategy Challenge Fund », les États-Unis leurs plans d'action sectoriels et les programmes de la Darpa (Defense advanced research projects agency), l'agence de recherche de l'armée américaine. Et la Chine a bien sûr son plan « Made in China 2025 ».

Voyez le rapport d'experts « Faire de la France une économie de rupture technologique » rendu voici un an, le 7 février 2020 aux ministres de l'Économie et des finances et de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation :

« La politique industrielle dépasse alors le simple rôle de correction des défaillances de marchés pour jouer une fonction d'accélérateur de la transformation de l'économie en réponse à des défis sociétaux majeurs. [...] Les politiques de R&D dites orientées mission [...] visent à faire émerger de nouvelles filières en matière d'innovation de rupture par une intervention de l'État et ont été à l'origine de nombreuses percées technologiques. Elles connaissent ces dernières années un fort développement dans le sillage du modèle DARPA. [...] Un tel modèle a été récemment développé en France à la faveur de la mise en place du Fonds pour l'innovation et l'industrie, sous la forme de Grands défis, et permet ainsi de financer des secteurs très amont, en explorant des pistes technologiques inédites (certification de l'Intelligence Artificielle, modèles prédictifs pour les diagnostics médicaux, bioproduction, automatisation de la cybersécurité)⁸. »

L'État et le capital obéissent aux impératifs de l'innovation technologique et investissent *dans certains domaines* afin d'accroître leur puissance. Si vous en doutez, comparez les *moyens* alloués au numérique et à l'agriculture biologique en France. 12 milliards d'euros pour les plans Nano 2012, Nano 2017 et Nano 2022 (dont le principal bénéficiaire est le fabricant de puces STMicroelectronics) ; 160 millions par an pour le maintien ou la conversion à l'agriculture bio entre 2015 et 2020⁹.

La technocratie, la classe du savoir, de l'avoir et du pouvoir décide de ces investissements qui sont des choix politiques. Ça marche comme ça : le président veut un « Pacte productif » pour rester dans la course mondiale à l'innovation. Ses services chargent le cabinet Roland Berger, moyennant finances – on ignore combien - d'identifier les « marchés porteurs sur lesquels la France est en capacité de proposer les solutions technologiquement innovantes et économiquement compétitives¹⁰ ».

Le cabinet Roland Berger est une boîte de conseil en stratégie créée en 1967 en Allemagne, présente dans le monde entier - en France depuis 1990. Il se présente comme un « cabinet de conseil de direction générale d'envergure internationale », avec un chiffre d'affaires de 900 millions d'euros en 2012. Ses 2700 consultants dans le monde conseillent des banques, des multinationales, des établissements publics, et même Mathieu Gallet quand il dirigeait l'Institut national de l'audiovisuel, suivant un arrangement qui valut à Gallet une condamnation pour favoritisme d'un an de prison avec sursis et de 20 000 € d'amende. Mais ne sombrons pas dans le populisme élitophobe.

Pour sa mission au service de la compétitivité française, le cabinet Roland Berger met à contribution les ministères, des organismes de recherche, des « personnalités qualifiées », des agences publiques, des représentants des filières industrielles. Puis invite des représentants d'ONG, de syndicats, du monde de l'enseignement supérieur et des entreprises, pour

⁸ Rapport disponible sur https://www.economie.gouv.fr/files/Rapport_college_experts_06_02.pdf

⁹ https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/08_aides_a_la_conversion_et_au_maintien_de_lab.pdf

¹⁰ Les ministres B. Le Maire, A. Pannier-Runacher et F. Vidal, lettre de mission à Benoît Potier pour la rédaction du rapport « Faire de la France une économie de rupture technologique », *op. cit.*

l'acceptabilité des décisions. Toutes ces éminences s'appuient sur les services de l'État : direction générale des entreprises, direction générale de la recherche et de l'innovation, secrétariat général pour l'investissement ; et consulte l'académie des Technologies, les « comités stratégiques de filières », les pôles de compétitivité, les réseaux « French Tech » et « l'écosystème des start up ».

En somme, les directions à suivre s'imposent rien qu'à l'énoncé des contributeurs. Notez que le cabinet Roland Berger est partenaire de Sigfox¹¹, boîte pionnière de l'Internet des Objets, pour le développement de cyber-solutions au service de l'industrie 4.0. Surprise : les « marchés porteurs » identifiés dans son rapport ne sont ni l'artisanat ni la traction animale, mais « l'agriculture de précision », la « santé digitale », l'hydrogène pour les systèmes énergétiques, les technologies quantiques, l'éolien en mer, les bâtiments innovants, « l'e-learning et les ed-tech », les batteries pour voitures électriques, etc.

Ça, c'était avant que le Covid-19 ne stimule l'accélération de ces plans d'accélération.

Les finances par temps de Covid

Corona-urgence : toutes les puissances mondiales déversent dans leurs économies des quantités faramineuses d'argent jusqu'alors indisponible. Finalement, il était possible d'injecter 2000 milliards de dollars aux États-Unis (via la réserve fédérale), plus de 1800 milliards d'euros dans l'Union européenne (via la Banque centrale européenne), dont 750 milliards pour le plan de relance européen, 570 milliards en France, dont 100 milliards pour le plan « France relance ».

La dette ainsi contractée ne semble inquiéter ni les gouvernements ni la plupart des économistes. Pour la France, on parle de 2648 milliards d'euros, soit 120 % du PIB. Les banques centrales en détenant une part (20 à 25 % pour la BCE en Europe), il s'agit dans ce cas de *création monétaire* (la « planche à billets » finance le déficit public et injecte des liquidités dans l'économie). Naturellement, il faudra un jour en rembourser au moins une partie et les technocrates commencent à évoquer une « optimisation du fonctionnement de l'État » - la compression des dépenses publiques. Sans oublier la hausse inéluctable de la fiscalité, pour combler le déficit de la Sécurité sociale aggravé par l'épidémie. La réforme des retraites et de l'assurance chômage, vous vous souvenez ? Cet « argent gratuit » qui tombe à flots, c'est le nôtre.

Puis, si vous faites remonter le PIB, vous baissez mécaniquement la part de la dette. Seule la croissance peut nous sauver (elle doit être « la plus forte possible, grâce aux réformes¹² », préconise le patron de la Banque de France), et les décroissants sont des irresponsables.

L'essentiel de la dette est acheté sur les marchés par des investisseurs si confiants qu'ils *paient* pour en devenir créanciers, via des taux d'intérêt négatifs. « C'est parce qu'elle constitue un placement très intéressant¹³ », explique Anthony Requin (sic), directeur de l'Agence France Trésor chargée de la gestion de la dette française. Mais pourquoi placer son argent à des taux d'intérêt négatifs ? Depuis la crise des « subprimes » en 2008 et la crise grecque de 2010, les investisseurs (fonds de pension, d'assurances, banques, banques centrales étrangères, Banque de France elle-même) sont prudents. Or les obligations d'État (*i.e* les titres d'emprunt de l'État) sont les moins risquées du marché et offrent le moyen de perdre le moins d'argent possible – faute de

¹¹ « Roland Berger and Sigfox Announce strategic partnership ULTRA VALUE to unlock business value through IoT », www.rolandberger.com

¹² *Le Daubé*, 9/02/21.

¹³ *Le Daubé*, 27/10/20.

pouvoir en gagner – dans les périodes troublées. Au moins êtes-vous sûr de récupérer votre capital, même légèrement amputé. L'équivalent de la location d'un coffre-fort sécurisé. Si vous gardez 1000 € dans le coffre de l'État, vous êtes assuré d'en récupérer 999, au lieu de risquer une perte plus importante dans le coffre d'une banque ou de n'importe quelle société faillible.

En bout de chaîne, cette pression à la baisse des taux d'intérêt se répercute sur les épargnants, incités à dépenser plutôt qu'à thésauriser. Ce système profite aux riches, qui peuvent investir dans l'immobilier ou en Bourse en empruntant à des taux minimes, et pénalise les petits épargnants, dont le Livret A ne rapporte plus rien. Les pauvres, qui meurent davantage du Covid, paient davantage en outre pour sauvegarder l'économie.

Pour les gouvernements, cet argent disponible sans frais offre une occasion unique d'accélérer leurs investissements dans la « transition » et les *innovations de rupture*. Bref, les investisseurs ne doutent pas de la reconfiguration du techno-capitalisme à l'occasion de la pandémie. Reconfiguration qu'ils financent de leurs capitaux dans l'attente qu'une nouvelle ère de croissance les rembourse de leurs bonnes actions. C'est-à-dire non seulement les capitaux prêtés, mais aussi les profits mirifiques escomptés de nouvelles opérations nécessaires au développement du nouvel appareil de production et d'échange.

Opportunisme : de *opportun*. Politique qui consiste à tirer parti des circonstances, à les utiliser au mieux, en transigeant, au besoin, avec les principes (dictionnaire Le Robert).

Crise/crible : voyez en grec le sens de *krisis*, « jugement, examen, décision ». Ce que le virus prédateur fait aux humains, il le fait à l'économie : il fait le tri, élimine les faibles et renforce les forts. Aidé, bien sûr, par les technocrates et leurs « plans de relance ». Comme le dit l'économiste Pascal Salin, « une relance économique implique des modifications dans le comportement des producteurs, en particulier l'adoption de nouvelles technologies à plus forte productivité ». Car, explique-t-il en renvoyant à la loi de Say : « l'offre crée sa propre demande¹⁴ ». Dit autrement : c'est le moment de bouleverser les modes de vie en remplaçant les vieilles habitudes par de nouveaux produits et services. Et il y aura des perdants et des gagnants.

Dirigisme techno-capitaliste. Si vous croyez que les milliards de la BCE éviteront la faillite de votre bistrot ou du bouquiniste du coin, vous faites erreur. Les technocrates n'ont pas promis de sauver les petits commerces, mais « l'économie ». De même qu'il faut protéger « l'hôpital », non les vieillards. Pour que la France touche ses 40 milliards du plan de relance européen, baptisé « Next Generation » (*ciao* les précédentes), elle doit se conformer comme les autres pays aux priorités définies par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen : « Green Deal, transition numérique, résilience¹⁵ » (sic). L'argent ne doit pas financer le fonctionnement de l'État (les fonctionnaires, leurs bâtiments, leurs équipements) mais des investissements et des *réformes*, des « chantiers inédits » dans les secteurs jugés « stratégiques » : espace, défense, santé, intelligence artificielle, hydrogène¹⁶.

Application. Le 23 octobre 2020, les ministres français de l'Économie, de l'Industrie et des Comptes publics signent un décret permettant aux PME et entreprises de taille intermédiaires industrielles de toucher des aides de l'État pour investir dans le numérique et les « technologies du futur » - la réalité augmentée, les robots, l'impression 3D notamment. Budget alloué :

¹⁴ P. Salin, « On ne résoudra pas une crise de l'offre en augmentant la demande », *Le Monde*, 28/03/20.

¹⁵ *Le Monde*, 16/06/20.

¹⁶ *Idem*.

280 millions d'euros d'ici 2022. « Si vous achetez une nouvelle machine qui est dans la liste, vous envoyez la facture et vous avez l'argent¹⁷ », dit la ministre de l'Industrie. C'est ainsi, de façon concrète, matérielle et *politique*, que la cyberdépendance s'accélère – et non par des processus sans sujet tombés du ciel.

L'Union européenne accroît en même temps son financement de la recherche et de l'innovation. Après « Horizon 2020 », voici « Horizon Europe », le nouveau programme-cadre pour la période 2021-2027, doté de 95,5 milliards d'euros. Soit, selon Mariya Gabriel, commissaire européenne en charge de ce secteur, « le plus puissant au monde en termes de soutien public à la recherche et à l'innovation¹⁸ ». On voit que la crise liée à la pandémie n'affectera pas tout le monde. On vous fait grâce des secteurs prioritaires, ça devient lassant, mais oubliez votre troquet et votre bouquiniste.

La planification numérique de la Commission européenne

L'évidence a été rabâchée à longueur de confinement. La crainte de la contagion renforce la dématérialisation de nos existences. Supprimer le contact, c'est précisément l'objet des écrans qui font écran. Ça avait commencé avec la télé puis l'Hygiaphone. L'entreprise Fichet, qui possède la marque, et le chimiste Arkema, qui produit le Plexiglas, n'ont d'ailleurs pas à se plaindre du coronavirus. Voilà qui reconforte François Ruffin et les syndicats de l'industrie chimique. A toute chose malheur est bon. Même si les syndicalistes de l'usine chimique Vencorex à Pont-de-Claix, comme ceux du fabricant de puces STMicroelectronics à Crolles, craignaient pour leur santé et demandaient la fermeture des sites en mars 2020. « Est-ce la priorité de produire des puces pour les téléphones¹⁹ ? ». C'est la question que nous, Pièces et main d'œuvre, leur posons depuis 2003.

La réponse des technocrates, cependant, devrait satisfaire leurs perpétuelles demandes de croissance et d'emplois - du moins quand un virus ne les effraie pas.

Thierry Breton, depuis la Commission européenne :

« Nous allons amorcer un virage complet dans nos activités par l'implication du numérique aussi bien dans notre façon de produire, travailler, apprendre que dans nos relations sociales et notre manière de nous distraire. "Décennie numérique", c'est notre label pour bien montrer que le plan de relance va soutenir ce virage²⁰. »

C'est vrai que le numérique a besoin d'être soutenu. Et d'annoncer que 20 % au moins des 750 milliards du plan de relance européen post-Covid financeront cette « décennie numérique ». Soit 150 milliards d'euros pour le *big data* (i.e pour un pillage des données *européen*), les microprocesseurs de haute performance pour l'intelligence artificielle, et les réseaux (la 5G, la fibre, voire une « constellation » satellitaire en orbite basse pour arroser les zones blanches). Et vous, que feriez-vous avec 150 milliards d'euros ?

Au temps pour ceux qui pensent que notre malheur vient des multinationales et des capitalistes avides de profits. Réjouissez-vous : c'est votre argent qui va financer ce cataclysme numérique.

En fait, explique l'économiste Robert Boyer, la pandémie accélère une double tendance à l'œuvre depuis dix ans : d'une part « le capitalisme de plateforme, centré sur l'exploitation de l'information » (les Gafam, Uber et consorts), d'autre part sa « contrepartie dialectique : une myriade de capitalismes à impulsion étatique qui, poussés par les laissés-pour-compte de

¹⁷ *L'Usine nouvelle*, 27/12/20.

¹⁸ <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/ici-l-europe/20201225-mariya-gabriel-commissaire-europ%C3%A9enne-nous-ne-voulons-pas-d-une-g%C3%A9n%C3%A9ration-lockdown>

¹⁹ *Le Daubé*, 31/03/20.

²⁰ lepoint.fr 26/09/20.

l'ouverture des économies, entendent défendre les prérogatives de l'État-nation, y compris dans le domaine économique²¹ ». Nous voilà coincés entre « un pouvoir numérique exercé par des multinationales, et un pouvoir numérique exercé par des États souverains rivaux²². »

La technologie guide et motorise l'État et le capital, pour une fois ce n'est pas Pièces et main d'œuvre qui le dit.

De façon concrète, dans nos vies, la « smart planet » sans contact - le monde-machine - a franchi des seuils en 2020 :

Bond en avant du commerce électronique et des livraisons à domicile. L'épidémie a augmenté de 183 milliards les dépenses dans l'e-commerce mondial. L'e-commerce représente désormais 13,4 % du commerce de détail en France, contre 9,8 % en 2019. Selon Romain Boisson, patron de Visa France, « l'e-commerce s'est ancré dans les habitudes de consommation des Français et s'impose désormais [...] pour tous les commerçants, quelle que soit la taille de leur entreprise²³ ». Deliveroo vaut 7 milliards de dollars en bourse. Les grandes sociétés de transport/logistique (DHL, UPS, FedEx, etc.) ont réalisé un chiffre d'affaires de 300 milliards de dollars en 2020. Le chiffre d'affaires d'Amazon a augmenté de 38 % en 2020 pour atteindre 320 milliards d'euros. C'est à l'« Amazon academy » que l'État français, via la Banque publique d'investissement, confie la formation des PME pour leur mettre le pied à l'Internet. Nom du programme : *l'Accélérateur du numérique*.

Adoption du télétravail. Cinq millions de Français ont télétravaillé pendant le premier confinement et 60 % des salariés veulent continuer après la crise. Moins de locaux, plus de télécommunications. Le nombre d'abonnés à la fibre chez Orange a bondi de 50 % : « Jamais on n'a autant câblé les Français qu'en 2020²⁴ ». Boom des applications de visioconférence et autres « outils collaboratifs » en ligne. Microsoft Teams enregistre un record avec 44 millions d'utilisateurs quotidiens. Les ventes d'ordinateurs connaissent la plus forte croissance annuelle (+ 4,8 %) depuis dix ans dans le monde.

Au tribunal administratif de Grenoble, « le tout numérique a amorti la baisse d'activité²⁵ ». De quoi tenir l'objectif des services publics « 100 % dématérialisés » fixé par la plan « Action publique 2022 ».

Invasion du télé-enseignement. Invention des cours « en distanciel » y compris pour les apprentis, grâce au « learning management system ». L'école de commerce de Grenoble organise ses « Portes ouvertes online » en janvier 2021. La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, voit dans l'épidémie « une opportunité de façonner l'université numérique de demain²⁶. » Envol inespéré pour le « e-learning et les ed-tech », le plus profitable des « marchés porteurs » identifiés en février 2020 par le cabinet Roland Berger, avec 6000 milliards de dollars en 2018. Parmi les « verrous à lever », celui-ci déplorait « la complexité des processus d'accès au marché scolaire qui agit comme une barrière à l'entrée²⁷ ». Voilà un verrou forcé par le virus. Le moindre prétexte renvoie désormais les élèves derrière leur écran, comme l'ont constaté ceux des Yvelines, assignés « en distanciel » pour une chute de neige le 10 février 2021. *#Restezchezvous* est entré dans les mœurs.

²¹ *Le Monde diplomatique*, novembre 2020.

²² *Le Monde*, 3/10/20.

²³ *Le Monde*, 10/02/21.

²⁴ *Le Monde*, 5/02/21

²⁵ *Le Daubé*, 10/05/20.

²⁶ *Le Monde*, 20/02/21.

²⁷ « Faire de la France une économie de rupture technologique », 7/02/20, rapport cité.

Ruée sur les loisirs en ligne. 36 % de temps d'écran en plus par jour pour les Français, plus une heure de télé supplémentaire. Plus de 2,6 milliards de personnes utilisent quotidiennement Facebook, WhatsApp et Instagram, soit 15 % de plus que fin 2019²⁸.

Netflix et le jeu vidéo, grands gagnants du confinement. Lequel a « accéléré le processus d'une culture de la sédentarité plus poussée, notamment la place des écrans²⁹ », alerte David Thivel, membre du conseil scientifique de l'Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité (il y a des observatoires pour tout). Les Français ont pris en moyenne 3 kg en 2020.

Décollage de la télémédecine. 28 % de téléconsultations en avril 2020, contre 0,1 % avant la pandémie. 19 millions de téléconsultations remboursées par la Sécurité sociale en 2020. Les start up de la santé numérique (dites « healthtech ») lèvent 8,2 milliards de dollars au premier trimestre 2020, un record³⁰. Selon Stanislas Niox-Chateau, le patron de Doctolib, « une fois l'épidémie de coronavirus passée, entre 15 % et 20 % des consultations médicales se feront à distance en France³¹ ».

L'État en profite pour accélérer son plan « numérique en santé » lancé par Agnès Buzyn - récompensée depuis par une nomination à l'OMS. Tandis que le virus détourne notre attention, il implante à marche forcée le « dossier usager informatisé », le « dossier médical personnel », le « e-parcours de santé », la « e-prescription », c'est-à-dire la collecte massive de données depuis les hôpitaux, cabinets médicaux, établissements médico-sociaux, pharmacies – des centaines de terraoctets aspirés dans le « Health data hub ».

Lancée en novembre 2019, cette plateforme – aussi française que la « French tech » - doit livrer nos données de santé à l'intelligence artificielle pour en tirer des trouvailles françaises. C'est le « concept d'État-plateforme », que défend la délégation ministérielle au numérique en santé³². L'idée n'est pas de nos technocrates franco-ricains, mais de l'entrepreneur américain Tim O'Reilly, auteur de *Government as a platform* : l'État doit s'inspirer de l'efficacité des Gafam et recruter les meilleurs *geeks* pour inventer des services innovants. Un rêve d'anticapitaliste : réapproprions-nous la tyrannie technologique.

Bref, moins de médecins, moins d'hôpitaux et de lits, plus d'écrans, plus d'objets connectés et de cyber-clinique. On se sent déjà mieux.

Invasion de la monnaie virtuelle. Les Français délaissent le *cash* par peur de la contamination. Les retraits de liquide ont chuté de 50 % en volume pendant le premier confinement, au profit du paiement « sans contact » (dont l'Autorité bancaire européenne a relevé le plafond à 50 €), qui bondit de 65 %. Les réfractaires ont « sauté le pas, et il n'y aura pas de retour en arrière³³ », selon Pierre-Antoine Vacheron, directeur général de Natixis Payments. Au fait, le nombre de distributeurs de billets diminue en France depuis 2015. Ça va s'accélérer. Avec l'e-commerce et le « click & collect », le consommateur paie désormais en ligne. « Les Français s'y habituent », constate le même expert. Ou plutôt, on y habitue les Français. On s'est vu refuser un chèque au motif qu'il faudrait *toucher* notre carte d'identité pour l'encaisser.

Formidable occasion pour Libra, le projet de monnaie virtuelle de Facebook. 80 % des banques centrales de la planète étudient la possibilité de créer une « e-monnaie » en s'appuyant sur la

²⁸ *Le Monde*, 7/02/21.

²⁹ *Le Monde*, 27/01/21.

³⁰ *Le Monde*, 7-8/06/20.

³¹ Reuters, 27/03/20.

³² www.healthandtech.eu/fr/tour/news/9093/1er-conseil-numerique-sante-accompagnement-acteurs-coeur-preoccupations.html

³³ *Le Monde*, 9/06/20.

technologie « blockchain³⁴ ». La Suède développe une « e-couronne ». La Chine teste son yuan digital depuis la fin 2020 avec des centaines de milliers de volontaires³⁵. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, annonce « un euro digital ». En outre, le paiement par *smartphone* s'envole et pourrait rapidement devenir la méthode de paiement préférée des jeunes, selon Marion Laboure, économiste à la Deutsche Bank³⁶.

Effet-clicquet : on ne revient pas en arrière quand les technologies ont imposé de nouvelles habitudes. L'offre a créé la demande. De réunions Zoom en concerts virtuels, de cours sur Internet en achats en ligne, de cyber-démarches administratives en téléconsultations médicales, nous devenons des *Smartiens*, cette espèce qui ne survit que connectée à la Machinerie générale. Voyez la gratitude des confinés connectés – « comment aurions-nous fait sans Internet ? » - révélant toute honte bue leur dépendance. Si notre vie tient à un câble, la sélection technologique élimine ceux qui refusent ou n'ont pas accès à la connexion universelle. Seuls restent les adaptés, les connectés, vaccinés, livrés et *monitorés* par la Machine. Le petit commerce ne survit pas sans *mise en ligne*, c'est-à-dire sans supprimer ce qui fait le petit commerce. Il faut choisir : disparaître ou disparaître. Comme les Chimpanzés du futur, ces humains qui ne voudront ou ne pourront « s'augmenter » pour devenir des surhommes.

Pour fêter cette mutation, la banque américaine MKM Partner crée un indice boursier, le « Stay-at-home index³⁷ ». *Naturellement*, cette vie numérique qu'accélère le virus nous rendra plus vulnérables aux virus, la sédentarité étant la mère des « comorbidités » de l'époque (obésité, diabète, hypertension).

La conclusion vous est offerte par la déléguée générale de la Fondation SFR, Julie Leseur : « Le numérique est l'électricité du XXI^e siècle³⁸ ». C'est-à-dire qu'il multipliera et accélérera par un facteur *x* les ravages de l'électricité depuis le XIX^e siècle. Aussi nos aïeux des vallées alpines se plieraient sans plaisir à l'invasion électrique³⁹.

Pas d'humain, pas de problème

L'idéologie cybernétique et transhumaniste empoisonne les esprits depuis des décennies : l'erreur, c'est l'humain, le « vivant politique » (*zoon politikon*). Vos objets sont plus intelligents que vous. Suivez les algorithmes. L'humain est non seulement faillible, incontrôlable (en théorie) et mortel, mais il colporte des virus. Pour éviter de mourir, vous savez ce qu'il vous reste à faire.

La pandémie est l'occasion d'accélérer l'élimination de l'humain, d'où, par exemple, l'acharnement contre le spectacle *vivant* (les supermarchés oui, les théâtres, non).

Vous avez remarqué ? On ne voit plus guère de petits vieux dans nos rues, nos squares et nos cafés fermés. Accélération : 30 % de morts en plus chez les plus de 75 ans en mars et avril 2020, soit beaucoup plus que durant la canicule de 2003, selon l'Insee. La dernière génération d'humains à se souvenir comme on vivait sans assistance électronique disparaît en accéléré. La façon dont l'administration a organisé leur effacement, avec des agonies et des sépultures solitaires, façon *Soleil vert*, en dit long sur les progrès de la déshumanisation.

³⁴ Technologie permettant de stocker et transmettre des informations de façon transparente, sûre et décentralisée.

³⁵ *Le Monde*, 15/01/21.

³⁶ « Vers la fin de l'argent liquide », *Le Monde*, 7-8/06/20.

³⁷ www.reuters.com/article/us-usa-funds-best-yearend/stay-at-home-trade-still-has-legs-in-21-top-mutual-fund-managers-idUSKBN28W0J5

³⁸ *Le Monde*, 1/09/20.

³⁹ Cf. « Et si on revenait à la bougie ? Le noir bilan de la Houille blanche », Pièces et main d'œuvre, Pièce détachée n°88.

L'eugénisme technologique révèle sa brutalité inhumaine à la lumière de la crise, comme en témoigne cette tribune d'un étudiant en histoire et de l'infectiologue Odile Launay publiée dans *Libération*, pour reléguer gentiment mais fermement les vieux et les faibles à l'écart :

« L'égalité ne doit pas faire oublier que toutes les tranches de vie ne se "valent" pas [...] Pourquoi ne pas leur réserver des horaires aux heures creuses dans les supermarchés ? Affréter des taxis dont le coût serait pris en charge pour les déplacements essentiels ? Prévoir des livraisons à domicile de nourriture et de biens de première nécessité ? Vérifier l'installation informatique des plus anciens pour leur assurer une relation au moins virtuelle avec leur famille ? Ou encore, dans le cas d'une réouverture des salles de spectacle, mettre en place des sessions réservées aux plus fragiles, et d'autres aux moins vulnérables ?⁴⁰ »

Ainsi progresse dans les esprits la lutte d'espèces entre humains supérieurs automachinés et Chimpanzés du futur, la « tendance de fond » dont ne parlent jamais les technocrates.

Pendant ce temps, un robot-chien de la boîte américaine Boston Dynamics patrouille les rues de Nantes⁴¹. Comme à Singapour, où il rappelle les consignes de l'état d'urgence sanitaire aux bipèdes. La société Flying Eye installée à Sophia Antipolis (Nice), a vendu en mars 2020 une trentaine de drones chinois Mavic 2, équipés d'un haut-parleur (3 000 € pièce), aux services de police judiciaire ou de gendarmerie chargés de faire respecter le confinement. « La crise sanitaire dynamise la livraison par drone entre hôpitaux. A terme, les transporteurs souhaitent élargir cette offre aux biens de consommation courante⁴² ». Walmart livre à domicile par drone des kits de dépistage du Covid-19 dans la région de Las Vegas.

Le Lillois Exotec voit la demande exploser pour ses robots Skypod, destinés aux entrepôts logistiques de la grande distribution. Les robots ne craignent pas la contamination, virale ou radioactive, et ne postillonnent pas quand ils communiquent.

Le gouvernement français accélère « le virage de l'industrie 4.0 », notamment dans l'automobile, avec un chèque de 200 millions d'euros destiné à la numérisation et la robotisation des usines⁴³. La France doit rattraper les autres économies avancées. On comptait en 2019, 855 robots pour 10 000 employés en Corée du sud, 346 en Allemagne, seulement 177 dans l'Hexagone⁴⁴. Selon une prof d'économie internationale, « la pandémie incite les entreprises des pays riches à investir davantage dans les robots et à réduire leur dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement mondiales⁴⁵ ». Vous ne pensiez pas que les « relocalisations » industrielles envisagées à l'occasion du coronavirus créeraient des emplois en France ?

« "La leçon du Covid-19 est que nous devons investir dans les usines du futur", explique Rolf Najork, membre du directoire de Bosch (...) Et tout le secteur s'y est mis. "Notre tâche est désormais que l'industrie 4.0 devienne la norme du secteur. Voilà pourquoi nous investirons 500 millions d'euros dans la digitalisation de nos opérations industrielles ces cinq prochaines années."⁴⁶ »

⁴⁰ *Libération*, 1/02/21.

⁴¹ www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/video-le-spectacle-du-chien-robot-impressionne-les-chiens-en-chair-et-en-os-place-graslin-a-nantes-cb75851a-3a25-11eb-b87c-7ba9e39963ec

⁴² *Le Monde*,

⁴³ Cf. *Le Monde*, 28/05/20.

⁴⁴ Rapport de la Fédération internationale de robotique, 24/09/20.

⁴⁵ D. Marin, « La pandémie peut-elle accroître la productivité ? », *Le Monde*, 4/02/21

⁴⁶ *Le Monde*, 9/02/21.

Le « cabinet de conseil et de technologies » Accenture avait publié début 2020 son rapport sur les tendances pour l'année. La pandémie l'a contraint à le corriger en juillet :

« Aucune tendance n'a autant progressé que celle "Des robots en liberté". Alors que la distanciation physique s'impose, les robots quittent les environnements contrôlés et gagnent les environnements non contrôlés, quel que soit le secteur d'activité. Cette évolution est plus rapide que prévu. Les robots deviennent indispensables dans les entreprises et dans la société, car les industriels et les gouvernements sont à la recherche de nouvelles solutions "sans contact". [...] Alors que les leaders actuels de la robotique ont assumé leurs responsabilités en endossant de nouveaux rôles pendant la pandémie, ceux qui pensent au long terme construisent aussi un avenir plus automatisé⁴⁷. »

Conclusion : « la pandémie n'a pas freiné l'innovation, elle l'a même spectaculairement amplifiée ». *Accélérons*.

Nul risque de postillons au téléphone, c'est pourtant un robot vocal qui vous répond à AlloCovid si vous avez des symptômes. La première « intelligence artificielle au service de la santé publique », selon Xavier Jouven de l'Inserm, vous oriente en fonction de votre état. « Tapez 33 ». L'IA prétend surpasser les médecins pour établir des diagnostics et des pronostics sur l'état des patients, il faudra vous y faire. Les promoteurs de l'intelligence artificielle saisissent l'occasion pour vendre aux gouvernements leurs prédictions sur l'évolution de la pandémie, leurs scénarios de confinement, déconfinement, reconfinement ou leurs plans de vaccination (ceci explique cela).

Dès avril 2020, une dizaine de chercheurs et autres *datascientists* défendent leur projet « Covid IA », pour mouliner les données de géolocalisation des téléphones, les résultats des tests, l'âge du capitaine, et en tirer « des prédictions de plus en plus fiables⁴⁸ ». Ils créent l'association PandémIA et nous instruisent :

« L'intelligence artificielle "amasse" des données qui peuvent parfois avoir un rapport lointain avec la maladie ; elle tente d'établir le meilleur lien possible entre ces données et l'évolution de la maladie. Ce lien n'est pas forcément explicite ; il est même parfois inintelligible à la rationalité humaine. Mais la force de ces techniques d'intelligence artificielle est que les prédictions peuvent être de qualité équivalente, voire supérieure, à celles des modèles mécanistiques⁴⁹. »

Les scientifiques nous recommandent donc d'agir suivant des motifs échappant à la « rationalité humaine ». Dans sa course à la puissance, la technocratie mise tout sur la Machine et sa rationalité inhumaine, telle une divinité supérieure, jusqu'à prôner l'obscurantisme technologiste qui se défie de l'humain, c'est-à-dire de l'intelligence. Castoriadis nous l'avait bien dit :

« Ce qui est en jeu ici est un des noyaux de l'imaginaire occidental moderne, l'imaginaire d'une maîtrise "rationnelle" et d'une rationalité artificialisée devenue non seulement impersonnelle (non individuelle) mais inhumaine ("objective"). (...) Mais une maîtrise impersonnelle étendue à tout est évidemment la maîtrise de *outis*, de personne - et par là même, c'est la non-maîtrise complète, l'impouvoir⁵⁰. »

C'est-à-dire, la dépossession de notre pouvoir de décision par la « Machine à gouverner » des ennemis de l'humain - les cybernéticiens.

⁴⁷ <https://www.accenture.com/fr-fr/insights/technology/tech-vision-coronavirus-trends>

⁴⁸ Huffington Post, 5/04/20

⁴⁹ <https://covidia.org/methodes/>

⁵⁰ C. Castoriadis, "Voie sans issue", in *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3*, Seuil, 1990.

Si des réticences se manifestent encore à l'égard de cet abandon de souveraineté, il paraît que l'IA gagne du terrain dans les consciences. Le cabinet Accenture, dans son rapport de prospective, note que « la pandémie a le pouvoir de lever ce frein⁵¹ ».

Confirmation avec l'étude « L'IA au travail » publiée par la multinationale informatique Oracle en octobre 2020 : les salariés, dont le moral souffre des effets de l'épidémie (télétravail, insécurité économique, disparition de métiers), préféreraient en majorité confier leurs problèmes à un robot ou une IA plutôt qu'à leurs *managers*. Ce qui en dit long sur le *management*, certes - le tueur de DRH arrêté fin janvier aurait-il préféré être maltraité par un algorithme ? - mais aussi sur l'acceptabilité de la déshumanisation :

« Finalement, les employés trouvent que recourir aux systèmes IA représente un moyen plus "confortable" pour parler de leurs problèmes. Le déploiement de ces solutions en période de pandémie qui a déjà commencé va s'accélérer dans les prochains mois⁵². »

Comme les *managers*, nombre d'employés sont remplacés par des machines. Et ceux qui restent subissent une pression accrue sur leurs salaires et leurs conditions de travail. La numérisation de l'économie accélère la machination et l'externalisation des fonctions support, elle transforme les salariés des grandes boîtes en employés de sous-traitants ou en « indépendants » précaires. Voyez les livreurs à vélo, les « concierges » d'appartements Airbnb et autres *bullshit jobs* 3.0. La hausse record des créations d'entreprises en France en 2020 est due aux « microentreprises » des livreurs à domicile (+ 21,7 %) ⁵³.

La « relance verte », ou l'accélération de la fuite en avant

Thierry Breton, Ursula von der Layen, Emmanuel Macron nous ont prévenus : la relance sera verte, le Green Deal n'attend plus. La France consacre un cinquième de son budget de relance post-Covid, soit 20 milliards d'euros, à un plan qui « sera un accélérateur puissant de la transition écologique⁵⁴ », annonce Jean Castex le 15 juillet 2020. Qu'on ne se méprenne pas, précise le premier ministre, il s'agit de « croissance écologique », non de « décroissance verte ». L'argent n'ira donc ni au remplacement des centres commerciaux par du maraîchage, ni au démontage des usines de semi-conducteurs, mais aux « technologies vertes de demain⁵⁵ ». Sans oublier les milliards d'aide à l'industrie automobile et à l'aéronautique.

La ville est le poumon de la planète. En fait, la « relance verte » consiste d'abord à gaver le BTP de subventions et de marchés captifs. Le plan post-Covid doit accélérer la rénovation énergétique des bâtiments publics et l'isolation des « passoires thermiques » : 2 milliards d'euros pour les particuliers, 4 milliards pour les établissements publics (écoles, universités, etc.) et les bâtiments de l'État. Un critère de sélection pour ces derniers étant l'efficacité écologique et économique « favorisant la relance des économies locales et du secteur du bâtiment⁵⁶ ». Les Verts et le BTP, même combat. On conçoit qu'isoler les bâtiments occupe artisans et PME et économise de l'énergie. *En principe*. Sauf si l'effet rebond encourage les occupants des logements isolés à monter le thermostat, comme l'a révélé l'expérience allemande :

⁵¹ <https://www.accenture.com/fr-fr/insights/technology/tech-vision-coronavirus-trends>

⁵² « Pandémie, intelligence artificielle et santé mentale des travailleurs », RFI, 8/11/20.

⁵³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5012095>

⁵⁴ *Le Monde*, 17/02/20.

⁵⁵ *Idem*.

⁵⁶ <https://immobilier-etat.gouv.fr/les-grands-dossiers/france-relance-projets-renovation-energetique-batiments-publics>

« [...] malgré les milliards investis dans la rénovation énergétique des bâtiments depuis une décennie en Allemagne, la consommation énergétique du logement est restée stable⁵⁷. »

Non seulement les 340 milliards d'euros investis depuis 2010 n'ont pas fait baisser la consommation énergétique et les émissions de CO₂, mais la rénovation a renchéri le prix des loyers de façon disproportionnée. La leçon d'Épicure n'a servi de rien, la sobriété n'est toujours pas à l'ordre du jour.

« **L'hydrogène, combustible du futur**⁵⁸. » On se souvient que le cabinet Roland Berger avait identifié, parmi les « marchés porteurs » pour la croissance française, l'hydrogène « propre » - également au programme du Green Deal européen. Voilà une « technologie verte de demain » qui devrait donner des résultats, avec les *moyens* que l'État lui donne (nous, en fait). Après les 100 millions du « programme d'investissements d'avenir » depuis 2018, les 110 millions offerts à la recherche publique depuis 10 ans, les 80 millions distribués par l'Ademe pour la « mobilité hydrogène », voici 7,2 milliards d'ici 2030, dont 2 du plan de relance, pour les piles à combustible et les transports à hydrogène. Imaginez qu'on dépense ces milliards pour rouvrir des ateliers locaux de production artisanale et des épiceries partout, par exemple, voilà qui réduirait les besoins de « mobilité » - pour travailler loin et faire ses courses dans les « zones commerciales ». Il est vrai que ce ne seraient pas des « technologies de demain ». Mais qui sait à quoi demain ressemblera, et qui en décide ?

Donc, la France fonce vers l'hydrogène. Voilà qui nous ramène en 2005, quand nous dénonçons une « nouvelle chimère du techno-gratin grenoblois⁵⁹ ». Notre technopole avait alors obtenu, comme d'habitude, d'être « pôle national » pour développer la pile à combustible, avec les *partenaires* habituels : le Commissariat à l'énergie atomique, Schneider Electric, Air Liquide, EDF-GDF, l'Institut national polytechnique de Grenoble. Sans oublier les labos de nanotechnologies, fournisseurs de matériaux *innovants*.

On résume pour les nouveaux. L'hydrogène est partout sur Terre, notamment dans l'eau, mais jamais pur ; le problème est de l'isoler. Jusqu'ici, on y parvient en brûlant beaucoup d'énergie fossile (pétrole, gaz, bois) pour créer les réactions chimiques nécessaires. Ces procédés rejettent 830 millions de tonnes de CO₂ par an, soit 2,5 fois les émissions de la France. Mais l'industrie a besoin de cet hydrogène pour produire les engrais azotés qui polluent nos nappes phréatiques (les ammonitrates, à l'origine des catastrophes d'AZF à Toulouse et du port de Beyrouth) ; pour raffiner les produits pétroliers qui polluent notre air (carburants) ; pour fabriquer les puces électroniques des *smartphones*, comme chez STMicroelectronics, dont les rejets de chlorure d'hydrogène et d'ammoniac contaminent l'air et l'eau de la cuvette grenobloise. Bref, l'hydrogène saccage notre environnement lors de sa production et de ses usages. Pour de véritables écologistes, la solution découle de l'énoncé du problème : stop.

Pour les technologues, macroniens, verts, rouges - tous saint-simoniens - la solution est dans l'hydrogène « décarboné ». En fait, de l'hydrogène produit avec de l'électricité, énergie prétendue non polluante puisque nul gaz ne s'échappe des prises et interrupteurs. On appelle ça l'électrolyse. Rappelez-vous vos cours de chimie : en envoyant de l'électricité dans de l'eau via des électrodes, on sépare oxygène et hydrogène. Il s'agit donc d'industrialiser le procédé. Le CEA-Grenoble s'y affaire avec sa technologie « d'électrolyseur haute température à oxyde solide », déployée à

⁵⁷ *Le Monde*, 7/10/20.

⁵⁸ Cf. Jules Verne, *L'île mystérieuse*, 1874. Livre de poche, 2002. p. 422

⁵⁹ Cf. « Une technologie qui tombe pile ? La pile à combustible, nouvelle chimère du techno-gratin grenoblois », 2005, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

échelle industrielle via Genvia, sa société créée avec Schlumberger New Energy, en partenariat avec Vinci Construction, les ciments Vicat et l'Agence régionale énergie climat Occitanie⁶⁰. Objectif : créer une « giga factory » pour « répondre aux livraisons de gigawatts d'électrolyseurs et de piles à combustible que le marché devrait demander en 2030 et au-delà⁶¹. »

Bruno Le Maire et Barbara Pompili, ministres de l'Économie et de la Transition écologique :
« Compte tenu de son mix électrique faiblement émetteur de CO₂, la France dispose d'atouts pour fabriquer l'hydrogène décarboné. [...] Le développement des technologies de l'hydrogène représente une opportunité, tant dans les territoires qu'à l'échelle européenne, pour : 1) accélérer la transition écologique ; 2) créer une filière industrielle dédiée. [...] Le marché de la production d'hydrogène décarboné par électrolyse doit évoluer vers des projets de plus grande taille et de plus importante capacité. La France se fixe ainsi un objectif de 6,5 GW d'électrolyseurs installés en 2030⁶². »

L'industrie rejettera donc toujours plus d'ammoniac, de chlorures d'hydrogène, de particules fines, mais fabriqués avec de l'hydrogène produit « proprement ». Vraiment ? Le « mix énergétique faiblement émetteur de CO₂ », c'est le nom de code pour nucléaire. *L'hydrogène « décarboné », c'est de l'hydrogène nucléaire*, à quelques pourcentages près d'éolien et de solaire, sources d'électricité aussi ravageuses que les autres⁶³. Rabâchons : il-n'y-a-pas-d'énergie-propre.

L'autre objectif des technologistes est le moteur électrique à hydrogène pour voiture, scooter, bus, train, bateau, avion : les « mobilités du futur ». Car l'hydrogène possède un fort pouvoir énergétique et peut être converti en électricité, en chaleur ou en force motrice. Suivez bien : grâce à la pile à combustible (PAC), votre hydrogène produit *avec* de l'électricité... produit *derechef de* l'électricité. C'est l'inverse de l'électrolyse.

Dépenser de l'électricité pour produire de l'électricité, c'est raisonnable pour les ingénieurs. C'est ainsi qu'ils peuvent stocker l'électricité en surplus dans les périodes de moindre consommation. Certes, ils perdent 85 % d'énergie pour transformer cette électricité en hydrogène, puis pour faire l'inverse, mais c'est mieux que de tout perdre. Comme les taux d'intérêt négatifs en somme. Puis les Shadoks nous l'ont appris : « Il vaut mieux pomper même s'il ne se passe rien, plutôt que risquer qu'il se passe quelque chose de pire en ne pompant pas ».

Comme nous, lecteur, tu soupîres peut-être devant une telle débauche d'énergie, électrique et cérébrale, pour construire l'usine à gaz du futur. Tu penses que pour résoudre un problème, il faut en supprimer la cause. Qu'il faudrait d'urgence ralentir, passer légers sur la terre à vif. Mais ça ne fait ni une croissance, ni de l'innovation. Les ministres et les ingénieurs, eux, prétendent faire à la fois la « transition écologique » et une « filière industrielle ». Nous aurons donc des méga-électrolyseurs pour recharger les batteries des voitures, des camions, des avions et des *smartphones*.

Que cette volonté de puissance, *quoi qu'il en coûte*, cette perpétuelle ruée furieuse, après des décennies d'alertes incessantes, relève du génocide et de l'écocide sadiques, d'une jouissance transgressive illimitée ; voilà ce qu'on est bien forcé d'admettre enfin. Que cette volonté de

⁶⁰ *Le Daubé*, 9/02/21.

⁶¹ <https://www.cea.fr/presse/Pages/actualites-communiqués/institutionnel/presidence-genvia-fevrier-2021.aspx>

⁶² 09/09/20, www.economie.gouv.fr/presentation-strategie-nationale-developpement-hydrogene-decarbone-france

⁶³ Cf. *Le soleil en face. Rapport sur les calamités de l'énergie solaire et des prétendues énergies alternatives*, Frédéric Gaillard, L'Échappée, 2012.

puissance et cette jouissance transgressive se concentrent au plus haut point dans la classe technocratique et notamment chez les ingénieurs, rien de plus clair.
Virons les ingénieurs avant qu'ils ne nous achèvent.
Lâchons la puissance pour la quiétude.

La recherche en vitesse, la recherche de vitesse

Au crible de la crise sanitaire, l'industrie biotechnologique est gagnante. Moderna et Pfizer engrangent les bénéfices des vaccins les plus rapides du monde. Moderna dépasse les 60 milliards de dollars de capitalisation boursière ; Pfizer mise sur 15 milliards de chiffre d'affaires avec son anti-Covid en 2021.

Il faut d'ordinaire une décennie pour produire un vaccin, depuis les essais précliniques jusqu'à la pharmacovigilance. Miracle du Sars-Cov2 : dix mois ont suffi aux labos pour aboutir. Cette accélération sans précédent tient d'abord au financement hors normes des laboratoires de biotechnologies. *Time is money*. On compte en général un milliard d'euros pour développer un vaccin, de la recherche aux lignes de production. Cette fois, l'administration Trump a mis 11 milliards de dollars pour la R&D et le préachat de doses (dont 2,5 milliards pour Moderna, 2 milliards pour Pfizer, 1,2 pour AstraZeneca, 2 milliards pour Sanofi & GSK). La Commission européenne a versé 2 milliards d'euros pour des précommandes, le chiffre devrait grimper. Le Canada, Israël, le Royaume-Uni ont financé les labos de leur côté. S'ajoutent les financements privés de la fondation Gates (150 millions de dollars), de Nestlé ou du réseau social chinois Tik Tok (10 millions). Pour Marie Humblot-Ferrero, spécialiste de l'industrie pharmaceutique au Boston Consulting Group (BCG), ces sommes énormes sont un « accélérateur pour tout le monde : pour l'industrie pharmaceutique comme pour les régulateurs, on est dans une nouvelle façon de travailler. [...] Cela accélère également le financement de nouvelles technologies⁶⁴. »

La « régulation » : voici l'autre explication de cette *innovation* à marche forcée. Les industriels ont lancé la production avant d'avoir les autorisations de mise sur le marché. Un risque pour eux sans doute, mais aussi une pression sur les administrations : on ne pouvait tout-de-même pas avoir englouti tous ces milliards pour rien. Coup de pot, les vaccins sont efficaces, sûrs, garantis sans effets secondaires individuels ou collectifs à long terme. Croisons les doigts et oublions le vaccin contre la dengue, retiré de la circulation en urgence après de graves emballements immunitaires. La dengue est un virus à ARN, comme le Sars-Cov2. Bref. Félicitons la fructueuse collaboration des « Big pharmas » et des start up, de l'intelligence artificielle, des *big data*, des financeurs et des chercheurs. Et des « régulateurs », donc. Le Parlement européen a fait un effort de simplification administrative inédit :

« Pour développer, autoriser et rendre disponibles facilement des vaccins sûrs contre le Covid-19, le Parlement a adopté une dérogation temporaire à certaines règles sur les essais cliniques. [...] Certains vaccins ou traitements contre le Covid-19 déjà en cours de développement peuvent être définis comme des organismes génétiquement modifiés (OGM) et sont donc couverts par les directives européennes pertinentes sur les OGM. [...] une dérogation à ces règles est nécessaire pour éviter des retards importants dans la mise au point de vaccins et de traitements susceptibles de sauver des vies⁶⁵. »

⁶⁴ www.lesechos.fr/industrie-services/pharmacie-sante/covid-5-chiffres-fous-sur-le-financement-des-vaccins-1269170

⁶⁵ www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20200706IPR82731/le-parlement-permettra-un-developpement-accelere-des-vaccins-contre-le-covid-19

Vous voyez que l'Europe n'est pas ce monstre technocratique qui freine tout, à coup de normes et procédures absurdes. Elle consentirait sûrement à déroger au règlement sur la production du reblochon⁶⁶ en cas de grande famine.

Donc, certains vaccins anti-Covid sont des OGM. En l'occurrence, dans les vaccins à ARN messenger de Moderna et Pfizer, la séquence génétique codant la protéine immunogène (qui doit activer l'immunité) a été modifiée, notamment pour assurer la stabilité du produit. Ces vaccins à ARN messenger sont autorisés sur l'humain pour la première fois à la faveur de la pandémie. Jusqu'ici, on ne les utilise que sur certains animaux, et les usages humains traînent depuis des décennies.

Ces OGM n'entraînent nul risque de modification de votre génome, assurent les scientifiques. Soit. Le risque serait plutôt, dans une proportion inconnue, celui d'un emballement de votre système immunitaire sous l'effet du vaccin, si votre organisme est ensuite exposé au virus (restez confinés). Puis, nous informe benoîtement le site de vulgarisation Futura Sciences, « comme elle est récente, cette technologie présente des inconvénients qui sont surtout liés à un manque de recul scientifique sur son utilisation⁶⁷ ». Quels inconvénients ? Vous les découvrirez, peut-être, après vous être faits vacciner.

Ces vaccins stopperont-ils la contagion du coronavirus ? Quels seront les effets à *long terme* d'une technologie génétique inexpérimentée, sur les individus et la population en général, sur le virus, ses mutations, son environnement qui est aussi le nôtre ? En vertu de l'impossibilité de répondre à ces questions, les technocrates ont lancé la plus rapide opération de vaccination de masse de l'histoire, dans un laboratoire à l'échelle planétaire. *Vaccélération*.

Au fait, qu'aurait-on réussi en consacrant ces 15 milliards de dollars à la prévention et l'hygiène de vie, à l'amélioration de l'immunité individuelle, à des soins alternatifs ? On n'a pas essayé.

Chine, la grande invasion

On n'apprend pas aux joueurs de go à saisir une occasion. Comme Thierry Breton, le président chinois Xi Jinping entend profiter de la coronacrise pour accélérer les « tendances en cours ». En 2019, la Chine était en plein déploiement de puissance. Son programme des « nouvelles routes de la soie », tissait un filet d'infrastructures et d'investissements à travers 100 pays - ports, aéroports, gazoducs, câbles sous-marins - afin de piloter à son profit l'ensemble des flux de marchandises, de données, de personnes. Quant au plan « Made in China 2025 » lancé en 2015, il devait faire du pays une superpuissance mondiale dans les secteurs de pointe : robotique, numérique et intelligence artificielle, espace et aéronautique, nouvelles énergies, nouveaux matériaux, nouveaux véhicules, innovation dans la santé, machinisme agricole et ferroviaire. Son modèle économique fondé sur une main d'œuvre peu chère, mutant en « industrie 4.0 » robotisée, à forte valeur ajoutée, s'appuyant sur les entreprises d'État et un investissement de plus de 2000 milliards d'euros. On se rappelle l'ire de Donald Trump au sujet de ce plan et la bataille commerciale qui s'ensuivit.

La Chine est déterminée à s'emparer à son profit du « règne planétaire de la technique ». Voici 40 ans que l'État technocratique, sous la direction du Parti communiste, a déchaîné les forces du

⁶⁶ file:///Users/nom/Downloads/CDCReblochon_BO-1.pdf

⁶⁷ <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-fonctionne-vaccin-arn-84148/>

marché pour développer les moyens de sa puissance⁶⁸. Rappel du *Global Times*, tabloïd nationaliste publié en chinois et en anglais :

« Le temps de la Chine soumise est révolu. Le statut ascendant de la Chine dans le monde exige qu'elle sauvegarde ses intérêts nationaux d'une façon non équivoque. Après tout, ce qui s'exprime derrière le style "loup combattant" de la diplomatie chinoise, c'est le rapport de force qui est en train de changer entre la Chine et l'Occident⁶⁹. »

Puis un virus s'échappe d'un laboratoire chinois. Ou plutôt, « le virus est apparu dans d'autres pays avant d'être détecté à Wuhan⁷⁰ », où il fut importé dans des surgelés mal cuits. Méfiez-vous des hamburgers *yankees*. Où l'on voit que la puissance et la diplomatie offensive ne sont pas vaines. Les enquêteurs de l'OMS admis en Chine pour identifier l'origine de l'épidémie ont conclu que l'accident de laboratoire était « hautement improbable », convaincus par « des discussions longues et franches avec les chercheurs et leur encadrement. Ils sont les mieux placés pour rejeter ces allégations et fournir des réponses aux questions⁷¹. » On allait le dire.

De retour de Chine, le chef de cette mission, Peter Ben Embarek, admet qu'il n'a pas eu les moyens d'explorer la piste de l'accident de labo. Son entretien avec la revue scientifique américaine *Science* transpire d'embarras : « hautement improbable » ne signifie pas « impossible⁷² », murmure-t-il.

Rappelons que cette mission de l'OMS qui aboutit, selon *Le Monde*, à « un triomphe pour la Chine », incluait au moins un ami de la recherche chinoise, Peter Daszak, connu de nos lecteurs⁷³. Ce zoologue qui hurle plus fort que tous aux « théories conspirationnistes », assurait en avril 2020 qu'aucun coronavirus n'était en culture à Wuhan⁷⁴ - avant d'être démenti par le directeur du laboratoire lui-même. Daszak a ses raisons de protéger le labo P4 de Wuhan, ses travaux sur l'*augmentation* des virus par gains de fonction, et sa spécialiste des coronavirus, Shi Zhengli : il a co-signé des articles scientifiques avec celle-ci. Mieux, l'organisme EcoHealth Alliance qu'il préside a reversé des financements américains issus des National Institutes of Health⁷⁵ au labo chinois. Un tel conflit d'intérêt chez un « enquêteur » rappelle aux plus distraits l'allégeance de l'OMS à l'égard de Pékin.

La Chine finance la construction du futur siège du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies à Addis-Abeba en Éthiopie, le pays de Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. Lequel a fini par trahir sa servilité à force de courbettes. Fin janvier 2020, alors que le monde s'interroge sur l'origine et l'ampleur de l'épidémie en Chine, le docteur Tedros « se livre, avec une constance gênante, à des éloges sur la "transparence" et la réponse "sans précédent" des autorités chinoises⁷⁶. » La pandémie est l'occasion de renforcer l'emprise croissante de la Chine en Afrique.

Partout, la « diplomatie sanitaire », des masques aux vaccins, devient une arme géopolitique et la « coopération vaccinale » constitue une « nouvelle direction » de la politique extérieure chinoise,

⁶⁸ Cf. « Alain Badiou nous attaque et nous faisons (humblement) notre autocritique », Marius Blouin (2019), sur www.piecesetmaindoeuvre.com, et Pièces détachées n°87a & 87b.

⁶⁹ Cité in *Le Monde*, 3-4/05/20.

⁷⁰ *Le China Daily*, cité in *Le Monde*, 11/02/21.

⁷¹ *Le Monde*, 11/02/21.

⁷² Cf. « L'OMS n'a rien vu à Wuhan » et la traduction de l'entretien de *Science* sur www.piecesetmaindoeuvre.com

⁷³ Cf. « Un virus d'origine scientifreak ? », juin 2020, www.piecesetmaindoeuvre.com, Pièce détachée n°92.

⁷⁴ www.independentsciencenews.org/health/the-case-is-building-that-covid-19-had-a-lab-origin/

⁷⁵ <https://www.dailymail.co.uk/news/article-8211291/U-S-government-gave-3-7million-grant-Wuhan-lab-experimented-coronavirus-source-bats.html>

⁷⁶ *Le Monde*, 15/04/20.

explique le *Gobal Times*⁷⁷. La Chine envoie son aide à l'Italie dès le mois de mars 2020 à grand renfort de propagande - l'Italie qui a signé la première un protocole d'accord en 2019 sur les « nouvelles routes de la soie ». Huawei, en pleine polémique sur le déploiement de la 5G en France, aurait proposé des masques aux entreprises « pouvant lui être utiles dans son expansion⁷⁸ ».

Passée inaperçue, la signature en novembre 2020 du Partenariat régional économique global (RCEP) est un « coup géopolitique » pour la Chine, selon l'ex-ministre allemand des affaires étrangères, Joshka Fisher⁷⁹. Cet accord commercial place le pays « au centre de la plus grande zone de libre-échange du monde », associant la Chine à l'Association des nations de l'Asie du sud-est, au Japon, à la Corée du sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Menaçante efficacité du premier pays touché par la pandémie, tandis que la crise contraint les États-Unis et l'Europe à en rabattre. En février 2020, « l'usine du monde » était à l'arrêt, provoquant une crise des approvisionnements inédites en Occident. Un an de technocratie sanitaire plus tard (assignation à résidence, flicage électronique, disparition et censure des sceptiques et des rétifs, « contrôleurs de quartiers » à la Mao), la Chine est le seul État affichant un PIB en hausse en 2020, à + 2,3 %. Elle enregistre son excédent commercial le plus élevé depuis 2015, avec 535 milliards de dollars, grâce à la vente de 224 milliards de masques au monde entier et à l'exportation de produits électroniques⁸⁰. Selon le sinologue Jean-Pierre Cabestan, prof à Hong Kong :

« La Chine sort même renforcée de cette crise. Le pays est la principale source de croissance dans le monde. Il est devenu incontournable. Prenez les banques : toutes veulent investir en Chine, les financiers sont à genoux devant elle, et comme le pays a assoupli ses règles relatives aux investissements étrangers, elle gagne des points. Avec la situation économique déplorable que l'on connaît dans le reste du monde, si l'on est cynique, la seule option pour relancer l'économie est la Chine⁸¹. »

Comme au temps de la guerre froide, cette accélération chinoise renforce la compétition entre puissances et accélère la course à l'innovation. Modifications génétiques de l'humain, robotique, vie sous assistance et contrainte numériques, conquête spatiale, *smart cities* : la Chine bâtit à grande vitesse le monde-machine pour les hommes-machines, les Machinois du futur, grâce à l'efficacité convergente de l'organisation communiste et du système technicien.

Mutation : au-delà du techno-capitalisme

Un an après le déclenchement de la pandémie, voici un tableau provisoire.

D'un côté, les gagnants de la crise : la « Tech » et la Silicon Valley, Walmart et les hypermarchés, la Chine, Amazon et les livraisons à domicile, les usines « 4.0 » et les robots, les milliardaires, Arkema, le Plexiglas et la chimie, la télé, les applis de visioconférence, le podcast, le paiement sans contact, l'immobilier péri-urbain, la voiture, le vélo électrique, les drones, Doctolib et la télémédecine, les start up du numérique, les consoles de jeu et les loisirs en ligne, la 5G, l'industrie pharmaceutique, les congélateurs, les machines à pain, à café et à raclette, le livret A, les distributeurs automatiques de pizzas, l'« intelligence » artificielle, la bande dessinée, les perceuses, Tinder, les réseaux sociaux, les anxiolytiques, Netflix, les actionnaires, le virtuel.

⁷⁷ *Le Monde* 11/02/21.

⁷⁸ *Le Monde*, 7/07/20.

⁷⁹ <https://www.medias24.com/la-chine-ce-grand-vainqueur-de-2020-14768.html>

⁸⁰ *Le Monde*, 18/01/21.

⁸¹ *Le JDD*, 23/01/21, <https://www.lejdd.fr>

De l'autre, les perdants : les boîtes de nuit et cabarets, les bistrotts, les hôtels et restaurants, les brasseurs et viticulteurs, l'argent liquide et les chèques, les vieux, les fleuristes, les vide-greniers, les pauvres, les transports publics, l'aéronautique et l'industrie automobile, les stations thermales, les agences de voyage, le tourisme, les stations de ski, les médecins de montagne, les festivals, le spectacle vivant et le cinéma, les jeunes, les bouquineries, les boutiques d'habillement et autres de centre-ville, les fers à repasser, la publicité, les foires et salons, les chômeurs, les sportifs et les artistes amateurs, la vie directement vécue.

Que s'est-il passé ? Les dirigeants des économies les plus avancées ont suspendu toute activité non liée à la santé et à la vie quotidienne. Zorclub⁸² nous a gelés sur place d'un coup de Zorglonde. La technocratie a saisi l'occasion du choc, de la rupture, brutale et inédite, pour accélérer la mutation du système techno-économique. L'économiste américain Jason Furman l'annonce en mai 2020, la crise « provoquera une vaste redistribution parmi les entreprises et les secteurs économiques⁸³. » Non par enchantement, mais sur décision technocratique, comme l'indique le commissaire européen Thierry Breton : « on ne va pas rebâtir le monde d'après avec les schémas et les outils du monde d'avant⁸⁴. » Robert Boyer, économiste auteur de *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*⁸⁵, assure qu'« il est impossible que tout "reprenne" comme avant » car « une transformation structurelle de l'économie se produit sous nos yeux » :

« La "congélation" de l'économie a accéléré le déversement de valeur entre des industries en déclin et une économie de plates-formes en pleine croissance – pour faire image, le passage de l'ingénieur de l'aéronautique au livreur d'Amazon. Or cette économie offre une très faible valeur ajoutée, un médiocre niveau de qualification à la majorité de ceux qui y travaillent, et génère de très faibles gains de productivité. J'ai longtemps pensé que ces caractéristiques allaient déboucher sur une crise structurelle du capitalisme, mais je reconnais aujourd'hui que je me suis trompé. [...] le capitalisme n'est pas du tout en crise, il sort même considérablement renforcé par cette pandémie⁸⁶... »

Le capitalisme mute, comme le virus, sous l'effet de l'emballage technologique, mais son « renforcement », comme l'appelle Robert Boyer, constitue en fait ce que les théoriciens marxistes – et Marx lui-même – nommaient plutôt « dépassement ». L'émergence, des flancs de la vieille société, d'une société nouvelle où l'acquisition de *puissance* compte davantage que l'accumulation du capital, et dicte sa loi, sa rationalité, au capital et à l'État eux-mêmes, qui la financent et la protègent. L'un et l'autre y trouvant leur compte sous forme de profits et de pouvoirs supplémentaires.

Cette société nouvelle que l'on nomme « technocratie⁸⁷ » depuis le néologisme de l'ingénieur William Smyth en 1919 et qui repose sur le machinisme et la technologie, élimine constamment les moins adaptés. Chacun le sait depuis la disparition des paysans et bien avant que des scientifiques dévoyés ne répandent la fable du « darwinisme social » et de la nécessité de l'eugénisme, aujourd'hui technologique⁸⁸.

La technocratie elle-même se recompose et se polarise, entre ceux que la machine remplace – techniciens et cadres intermédiaires, fonctions support – et ceux qui détiennent *effectivement* la

⁸² Cf. Franquin, *Z comme Zorclub* (Dupuis)

⁸³ *Le Monde*, 17-18/05/20.

⁸⁴ *Le Monde*, 23/05/20.

⁸⁵ *La Découverte*, oct.2020.

⁸⁶ *Le Monde*, 3/10/20.

⁸⁷ Cf. Marius Blouin, *De la technocratie. Sur la classe dirigeante à l'ère du capitalisme technologique. Ludd contre les Américains*. Pièces détachées n°80 & 80', et sur www.piecesetmaindoeuvre.com

⁸⁸ Cf. Pièces et main d'œuvre, *Alertez les bébés ! Objections aux progrès de l'eugénisme et de l'artificialisation de l'espèce humaine*, Service compris, 2020.

Machine, parce qu'ils la pilotent *effectivement* : chercheurs, ingénieurs, cadres supérieurs, dirigeants, entrepreneurs.

Quelles que soient les sociétés considérées, communistes ou libérales, étatiques ou parlementaires, « despotiques asiatiques » ou « libérales occidentales », c'est en faveur de la haute technocratie, de la couche supérieure de la classe technocratique, dont la volonté de puissance s'enfle des gains accumulés durant la crise, que s'accroît le rapport de forces. La mutation est la poursuite de la lutte de classes par d'autres moyens.

Pièces et main d'œuvre
Grenopolis, 22 février 2021

Retrouvez ce texte et bien d'autres sur le site des Chimpanzés du futur :
<https://chimpanzesdufutur.wordpress.com/>

Lisez ce texte sur papier dans les Pièces détachées n°92 & 92'.

Lire aussi :

- Pièces détachées n°92 & 92' : « Leurs virus, nos morts » (y compris le texte ci-dessus)
- Pièce détachée n°1 : « De la technocratie. Sur la classe dirigeante à l'ère du capitalisme technologique. Ludd contre Marx »
- Pièces détachées n°69 & 69' : « De la technocratie. Sur la classe dirigeante à l'ère du capitalisme technologique. Ludd contre Lénine »
- Pièces détachées n°80 & 80' : « De la technocratie. Sur la classe dirigeante à l'ère du capitalisme technologique. Ludd contre les Américains »
- Pièces détachées n°87 & 87' : « Alain Badiou nous attaque et nous faisons (humblement) notre autocritique »
- Pièce détachée n°17 : « Énergie : il n'y a pas d'alternative »

Pour commander les Pièces détachées, voir la rubrique « Librairie » sur
www.piecesetmaindoeuvre.com